



Distribution: générale

Date: 17 mai 2017

Original: anglais

Point 5 de l'ordre du jour

WFP/EB.A/2017/5-C

Questions de politique générale

Pour examen

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

Plan de mise en œuvre de la politique en matière de nutrition

Projet de décision*

Le Conseil prend note du document intitulé "Plan de mise en œuvre de la politique en matière de nutrition" (WFP/EB.A/2017/5-C).

Introduction

1. En février 2017, le Conseil d'administration a approuvé la politique en matière de nutrition¹, et a salué à cette occasion la détermination du PAM à appuyer les initiatives gouvernementales visant à éliminer la malnutrition sous toutes ses formes, et à réaliser les objectifs de développement durable (ODD), en particulier la cible 2 de l'ODD 2, d'ici à 2030.
2. La politique en matière de nutrition a pour but d'amener le PAM à collaborer avec des partenaires pour faire en sorte que des aliments sains répondant aux besoins en nutriments soient disponibles, accessibles et consommés. Tirant parti de la forte présence du PAM sur le terrain et de son aptitude à travailler avec les gouvernements et d'autres parties prenantes, la politique privilégie les points suivants:
 - *Traitement de la malnutrition aiguë modérée*: le PAM travaillera en partenariat avec d'autres acteurs pour renforcer la prise en charge de la malnutrition aiguë². Ce problème constituera un défi majeur dans de nombreux pays au cours de la période couverte par la politique, en particulier dans le contexte des "quatre famines" et dans les régions où des interventions ont lieu pour faire face à des crises.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

¹ WFP/EB.1/2017/4-C.

² La malnutrition aiguë, ou émaciation, résulte d'une perte de poids rapide ou de l'absence de prise de poids. Le degré de malnutrition aiguë est soit modéré soit sévère.

Coordonnateurs responsables:

Mme L. Landis
Directrice
Division de la nutrition
tél.: 066513-6470

M. F. Hamilton
Consultant en politiques
Division de la nutrition
tél.: 066513-3945

- *Prévention du retard de croissance:* le PAM collaborera avec les gouvernements et d'autres partenaires afin d'élaborer des approches multisectorielles destinées à lutter contre le retard de croissance, dont la prévalence reste élevée dans de nombreux pays³.
 - *Collaboration avec les gouvernements:* parallèlement à son savoir-faire en matière de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise, le PAM mettra ses capacités dans le domaine de la nutrition au service des programmes et des systèmes nationaux.
 - *Priorité aux partenariats:* le PAM renforcera les partenariats qui sont essentiels pour engendrer des synergies intersectorielles et atteindre les objectifs complexes et interdépendants que supposent l'élimination de toutes les formes de malnutrition. Il se concentrera en particulier sur les partenariats consacrés à la prise en charge de la malnutrition aiguë.
3. D'autres aspects de la politique sont également pris en compte dans le plan d'action, notamment:
- *Renforcer l'analyse:* le PAM recensera les lacunes des données existantes et les comblera de manière à améliorer les éléments factuels sur lesquels les gouvernements et d'autres partenaires pourront s'appuyer pour réaliser des analyses globales de la nutrition.
 - *Renforcer le suivi et l'évaluation:* le renforcement de l'apprentissage interne et de l'obligation redditionnelle permettra de perfectionner les programmes et de dispenser une meilleure assistance nutritionnelle.
 - *Contribuer à la base de données factuelles:* le PAM mettra en œuvre une stratégie de recherche opérationnelle en matière de nutrition qui s'appuiera sur l'accès direct de l'organisation aux bénéficiaires et comprendra un large éventail de modalités de programmation et de compétences techniques.
 - *Fournir un appui aux gouvernements en matière de politiques et de programmes:* tout en œuvrant à l'exécution directe des programmes de nutrition selon les besoins, le PAM fournira une assistance technique pour l'élaboration de politiques et de programmes nutritionnels en collaboration avec les partenaires.
 - *Appuyer le développement des capacités nationales:* le PAM fournira une assistance technique et appuiera la coopération Sud-Sud ainsi que la coopération triangulaire en vue de renforcer les capacités et les systèmes nationaux, en s'appuyant sur ses avantages comparatifs.
 - *Mener des activités de sensibilisation:* le PAM recommandera une augmentation des investissements internationaux et nationaux dans la nutrition au moyen d'outils tels que les analyses du coût de la faim et du coût de la malnutrition.
 - *Assurer la préparation à des modalités d'assistance et plateformes diverses:* en collaboration avec des partenaires, notamment dans les milieux universitaires, le PAM collectera de nouvelles données factuelles sur l'efficacité des transferts de type monétaire et d'autres modalités innovantes susceptibles d'être utilisées dans les programmes de nutrition.
4. Le Plan d'action pour la nutrition traduit les objectifs de la politique de nutrition en mesures concrètes à mettre en œuvre entre 2017 et 2021, conformément au Plan stratégique du PAM, lequel a été approuvé par le Conseil en novembre 2016⁴. Ce plan comprend des mesures régionales et mondiales destinées à guider la mise en œuvre de la politique en matière de nutrition. Pour s'assurer que la planification est adaptée aux différents contextes dans lesquels le PAM intervient, le Plan d'action pour la nutrition sera appliqué à l'échelle régionale et les activités seront hiérarchisées en conséquence. Dans l'ensemble des régions et à l'intérieur de

³ Le retard de croissance, ou malnutrition chronique, se développe sur une longue période à cause d'une nutrition inadéquate, d'infections répétées ou les deux. À la différence de l'émaciation, le retard de croissance résulte d'un processus qui s'aggrave peu à peu, et peut passer inaperçu pendant plusieurs années. Il n'est généralement pas possible de traiter la malnutrition chronique, mais on peut la prévenir.

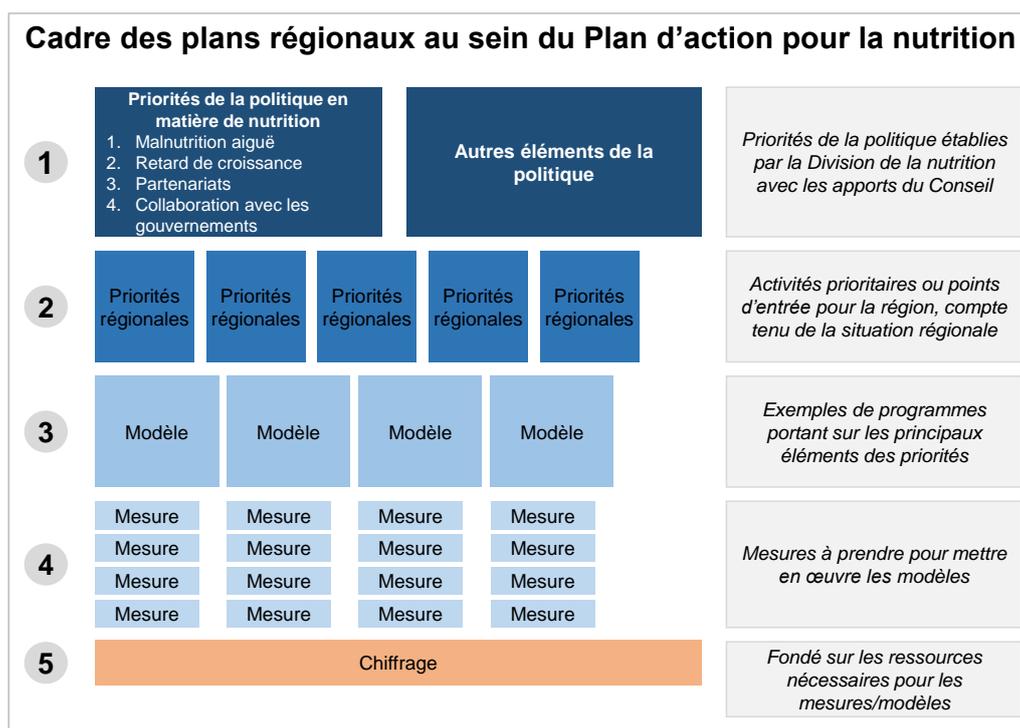
⁴ WFP/EB.2/2016/4-A/1/Rev.2*.

chacune d'elles, le renforcement des capacités du PAM en matière d'intervention nutritionnelle d'urgence demeure une composante essentielle de ces plans d'action.

- La politique en matière de nutrition sera intégrée dans les plans stratégiques de pays et les plans stratégiques de pays provisoires à l'appui des objectifs de nutrition nationaux et des interventions prévues pour répondre aux besoins nutritionnels en cas d'urgence. Les bureaux de pays bénéficieront de l'appui du Siège et des bureaux régionaux pour obtenir les effets directs stratégiques recherchés en matière de nutrition, conformément aux politiques nationales. Le Plan d'action pour la nutrition permettra également de guider le processus de planification stratégique par pays à mesure que le PAM mettra en œuvre sa feuille de route intégrée.

Plans d'action régionaux

- Pour aider les gouvernements à réaliser l'ODD 2, le PAM participe à la mise en place d'un programme d'action mondial en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Le Plan d'action pour la nutrition permet de s'assurer que l'amélioration de la nutrition est l'une des premières priorités de la contribution du PAM à la réalisation de l'ODD 2.
- Compte tenu du large éventail d'activités susceptibles d'être menées pour mettre en œuvre la politique en matière de nutrition, seules quelques-unes des priorités seront exposées dans ce plan. Le détail des effets directs recherchés pour chaque pays sera établi dans le cadre de la planification stratégique par pays. La structure ci-après donne une indication des priorités et de la façon dont elles seront abordées. Des consultations devront être menées au sein des régions pour valider les plans détaillés.



- Du fait de la diversité des contextes régionaux, certaines priorités portent sur des problèmes à régler, comme le retard de croissance ou la malnutrition aiguë, tandis que d'autres ont trait à des activités telles que la sensibilisation des gouvernements et la constitution de la base de données factuelles. Toutes les régions sont concernées par la plupart des aspects de la politique sous une forme ou sous une autre, mais les modèles et les priorités ci-dessous donnent une idée de ceux qui revêtent une importance particulière dans chacune d'elles.
- Le Siège fournira son appui aux régions sous forme de directives, outils, connaissances et meilleures pratiques, analyses, assistance, aide en cas d'urgence et soutien aux partenariats.

10. La problématique hommes-femmes est une question transversale majeure dans toutes les régions. Conformément à la politique du PAM en la matière, une analyse tenant compte de cette problématique sera intégrée dans tous les programmes. Cette analyse comprendra des indicateurs courants tels que participation et âge des femmes, ainsi que des marqueurs comme le taux de grossesse chez les adolescentes. Vu l'importance de l'action au niveau national, l'étude des rapports hommes-femmes sera axée sur les ménages. Les programmes tiendront compte de la dynamique des comportements intrafamiliaux, par exemple en matière de répartition de la nourriture, de transmission des connaissances et de pratiques de soin. En outre, le PAM évaluera la participation des hommes et tiendra compte des besoins des adolescentes afin de rompre le cycle intergénérationnel de la malnutrition.
11. Le travail en partenariat est un pilier de la plupart des activités du PAM. Le partenariat du PAM avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) est primordial, mais d'autres organismes des Nations Unies, tels que l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Fonds international de développement agricole sont aussi des partenaires importants, notamment dans le cadre d'instances interorganisations ou multipartites comme le réseau des Nations Unies pour le mouvement Renforcer la nutrition (SUN) et le Comité permanent de la nutrition des Nations Unies, sans oublier les gouvernements, les organisations non gouvernementales (ONG), les donateurs, le milieu universitaire, le secteur privé ou encore la société civile. Tout en garantissant l'adaptabilité aux différents contextes, les principes de bon partenariat supposent des objectifs communs, beaucoup de temps et de ressources, et la mise à profit des avantages comparatifs de chaque organisation en termes de compétences techniques, de moyens financiers et d'influence.

Bureau régional de Bangkok

12. La région Asie et Pacifique est un ensemble hétérogène du point de vue économique et culturel, où la croissance et la sécurité alimentaire ont enregistré des progrès considérables ces dernières décennies. Néanmoins, les indicateurs nationaux et régionaux relatifs à la malnutrition font apparaître que les groupes vulnérables – surtout les femmes, les nourrissons et les jeunes enfants, les minorités ethniques et les populations exposées aux catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme – connaissent encore des taux très élevés de dénutrition. Ce problème est particulièrement criant dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. L'Asie abrite 60 pour cent des enfants souffrant d'un retard de croissance et 70 pour cent des enfants émaciés dans le monde, mais les taux de surpoids et d'obésité y augmentent rapidement. Le phénomène est dû à une multitude de facteurs sous-jacents, dont les inégalités sociales et économiques, les disparités entre les sexes, l'urbanisation rapide, le changement climatique et d'autres bouleversements. Les gouvernements prennent de plus en plus conscience des pertes économiques et humaines considérables liées à la malnutrition. C'est pourquoi de nombreux pays ont rejoint le mouvement mondial SUN.
13. Tous les pays disposent de stratégies, de politiques et de plans d'action multisectoriels en faveur de la nutrition, mais des obstacles majeurs à une mise en œuvre efficace persistent. Dans cette région hétérogène, il est nécessaire de définir plus précisément les modalités d'exécution en fonction du contexte, en s'appuyant sur les atouts respectifs des parties prenantes, notamment des gouvernements, des partenaires techniques et du secteur privé. Il faut aussi rechercher les mécanismes permettant de mobiliser les budgets nationaux et les investissements du secteur privé pour que des ressources adéquates et prévisibles soient consacrées à la nutrition.
14. Le Plan d'action pour la nutrition dans la région Asie et Pacifique nécessite d'associer divers secteurs afin de renforcer les capacités dont les gouvernements disposent pour concevoir et appliquer des politiques et des programmes spécifiquement axés sur la nutrition ou prenant en compte la dimension nutritionnelle, qui contribuent de manière durable aux progrès accomplis vers la réalisation des ODD et des objectifs de nutrition fixés par l'Assemblée mondiale de la Santé. Le bureau régional de Bangkok collaborera avec le Siège pour appuyer les pays, en s'inspirant des directives et des meilleures pratiques d'autres régions, et en contribuant à leur amélioration.
15. Pour mettre en œuvre la politique en matière de nutrition, le bureau régional a défini deux grandes priorités et six modèles de programmation.

16. Les deux priorités sont les suivantes:

- *Amélioration des modèles de prise en charge de la malnutrition aiguë*: le modèle de prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë a été créé dans le but de renforcer et d'étendre cette prise en charge. Depuis qu'il a vu le jour au début des années 2000, ses limites ont été mises en évidence, moins de 10 pour cent des enfants émaciés ayant été soignés. Compte tenu du nombre élevé de cas dans la région et des nombreux obstacles recensés, il devient urgent de trouver des modèles de traitement et de prévention de la malnutrition aiguë susceptibles d'être appliqués à grande échelle et à faible coût. Le bureau régional soutiendra ces efforts, en s'appuyant sur les travaux que la coalition No Wasted Lives⁵ mène dans les situations d'urgence et, de plus en plus souvent, dans des contextes de développement, et en contribuant à ces travaux.
- *Prévention de la dénutrition*: la région Asie et Pacifique fait face à de graves problèmes de retard de croissance, de carences en micronutriments et de malnutrition aiguë. La prévention est préférable au traitement, mais elle nécessite divers outils qui soient efficaces dans les différents contextes rencontrés dans la région et qui répondent aux nombreux défis auxquelles celle-ci est confrontée.

17. Les modèles de programmation présentés ci-après sont fournis à titre d'illustration et ne constituent pas une liste exhaustive de mesures pour la région. Une planification plus détaillée établie avec les bureaux de pays et les partenaires suivra.

- *Recueil de données factuelles au service des politiques et des activités de sensibilisation*: pour renforcer les initiatives du PAM en matière de sensibilisation, le Bureau régional de Bangkok contribuera à la base régionale de connaissances sur la nutrition en collaborant avec le Siège pour adapter aux différents contextes les enseignements tirés de l'expérience acquise partout dans le monde. Ce travail reposera notamment sur les analyses suivantes: i) analyse destinée à combler le déficit en nutriments; ii) poursuite de l'analyse des données secondaires; iii) analyse coûts-avantages de certaines interventions; et iv) analyses régionales et par pays afin d'intégrer la problématique hommes-femmes dans les actions en faveur de la nutrition. L'assistance technique et l'appui fournis par le PAM conformément aux priorités nationales en matière de nutrition feront l'objet de travaux de recherche opérationnelle, d'initiatives conjointes, de rapports, d'études de cas et d'autres publications.
- *Renforcement de la collaboration avec le mouvement SUN et utilisation accrue des outils et des ressources SUN*: la plupart des pays de la région Asie et Pacifique sont associés au mouvement SUN, mais il est nécessaire de déployer des efforts supplémentaires en partenariat avec le Secrétariat SUN pour mettre à la disposition des pays le savoir-faire technique et les ressources existant à l'échelle mondiale. Le PAM renforcera ses partenariats avec les gouvernements et les contreparties techniques pour accéder à ces ressources de manière plus systématique.
- *Renforcement des capacités des ressources humaines au Bureau régional de Bangkok et dans les bureaux de pays*: les bureaux régionaux et les bureaux de pays ont besoin de compétences techniques pour mettre en œuvre la politique en matière de nutrition. Ces compétences sont nécessaires pour faciliter le renforcement des capacités des pays dans ce domaine.
- *Enrichissement des aliments*: ces dernières années, le Bureau régional de Bangkok a renforcé son appui au développement des activités d'enrichissement du riz en Asie. De nombreux bureaux de pays ont été associés à l'instauration d'un environnement favorable et à la mise en place de plans d'action. Le Bureau régional de Bangkok tirera également parti d'initiatives pilotes menées dans d'autres régions, notamment au Mali.

⁵ La coalition No Wasted Lives est une instance multipartite qui a pour but d'améliorer les connaissances, de réduire les coûts et de mobiliser des ressources pour la prévention et le traitement de la malnutrition aiguë.

- *Prévention*: le Bureau régional de Bangkok élaborera divers outils de prévention fondés sur les directives mondiales, en particulier:
- i) une stratégie régionale de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, fondée sur les activités en cours;
 - ii) des programmes à dimension nutritionnelle:
 - prise en compte systématique de la nutrition dans les filets de protection sociale en place au Bangladesh, en Indonésie, au Pakistan et aux Philippines;
 - alimentation scolaire au Bhoutan, au Cambodge, au Népal et en République démocratique populaire lao;
 - création d'actifs à Sri Lanka;
 - iii) une augmentation de l'offre d'aliments nutritifs par l'intermédiaire du secteur privé: ces dernières années, la production locale d'aliments nutritifs spécialisés a été mise en place dans toute la région. Le PAM collaborera avec les gouvernements pour soutenir le développement de marchés nationaux et régionaux pérennes pour ces aliments, notamment ceux confectionnés conformément aux spécifications du PAM ou à d'autres selon que de besoin.

Acteur	Mesure	Modèle	2017	2018	2019	2020	2021
Bureau régional de Bangkok/Siège	Analyse destinée à combler le déficit en nutriments	1	x	x			
Bureau régional de Bangkok/Siège	Analyse des données secondaires	1	x	x			
Bureau régional de Bangkok/Siège	Analyse coûts-avantages	1		x	x	x	x
Bureau régional de Bangkok/Siège	Analyse de la problématique hommes-femmes	1	x	x			
Bureau régional de Bangkok/Siège	Collecte d'informations sur la contribution du PAM à la réalisation de l'ODD 2	1	x	x	x	x	x
Bureau régional de Bangkok/Siège	Recherche opérationnelle et diffusion des résultats, surtout en ce qui concerne les nouvelles modalités de prise en charge de la malnutrition aiguë	1	x	x	x	x	x
Bureau régional de Bangkok/Siège	Appui régional et national au mouvement SUN	2	x	x	x	x	x
Bureau régional de Bangkok	Centre régional d'excellence SUN	2	Mise en place	Mise en place	x	x	x
Bureau régional de Bangkok/Siège	Mise en place de capacités techniques adéquates au Bureau régional de Bangkok et dans les bureaux de pays	3	x	x	x	x	x
Bureau régional de Bangkok	Évaluation et diffusion des enseignements tirés des projets pilotes d'enrichissement des aliments	4	x	x	x	x	x
Bureau régional de Bangkok	Déploiement des modèles efficaces d'enrichissement des aliments	4	x	x	x	x	x
Bureau régional de Bangkok	Évaluation des initiatives de prévention du retard de croissance	5	x	x			
Bureau régional de Bangkok	Élaboration et mise en œuvre d'une stratégie de suivi et d'évaluation de la communication visant à faire évoluer la société et les comportements	5		x	x	x	x
Bureau régional de Bangkok	Collaboration avec des acteurs régionaux du secteur privé pour augmenter l'offre d'aliments nutritifs spécialisés	5	x	x	x	x	x
Bureau régional de Bangkok/Siège	Formation et apprentissage pour généraliser l'adoption d'approches à dimension nutritionnelle	5	x	x	x	x	x

Bureau régional du Caire

18. La région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Europe orientale et Asie centrale recouvre une grande diversité de contextes. Des interventions d'urgence de niveau 3 sont en cours en Iraq, au Yémen et en République arabe syrienne, et des interventions d'urgence de niveau 2, en Libye et en Ukraine. Les autres pays de la région sont plus stables sur le plan géopolitique, mais connaissent une situation précaire en termes socioéconomiques. Résultat, la région accueille un grand nombre de réfugiés, de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et de rapatriés en situation d'insécurité alimentaire et vulnérables sur le plan nutritionnel. Au sein de ces groupes, les besoins nutritionnels varient.
19. Un grand nombre de personnes déplacées et de réfugiés vivant en milieu urbain ou rural n'ont aucun moyen de subvenir à leurs besoins. Pour certaines populations, l'accès à la nourriture et aux moyens de subsistance est strictement limité. À l'inverse, la région comprend aussi plusieurs pays à revenu intermédiaire, comme l'Algérie et le Kirghizistan, où les principaux enjeux sont la prévention du retard de croissance, les carences en micronutriments et le "double fardeau" qui fait son apparition. Même dans ces pays à revenu intermédiaire, toutefois, le taux de retard de croissance est souvent supérieur à 20 pour cent. Le double fardeau est une préoccupation croissante, notamment parmi les réfugiés, et nécessite une compréhension plus approfondie.
20. Le PAM intervient beaucoup dans la région, et représente la première source de secours d'urgence. Dans les régions plus stables, il applique les divers éléments d'une approche en faveur du développement: renforcement des capacités, sensibilisation, amélioration des programmes de filets de protection sociale grâce aux repas scolaires et à l'enrichissement des aliments, transferts de type monétaire et préparation aux situations d'urgence. La collaboration avec les partenaires est indispensable dans toutes les activités d'aide humanitaire et de développement. De toutes les activités menées dans la région, la priorité du PAM est de prévenir la dénutrition et les carences en micronutriments, en particulier la malnutrition aiguë dans les situations d'urgence.
21. Cinq modèles de programmation sont jugés essentiels pour les cinq années à venir:
 - i) *Renforcement de la prévention de la malnutrition aiguë*: les mesures de prise en charge de la malnutrition aiguë modérée, qui ont été élaborées et mises en œuvre avec succès au Soudan, seront reproduites dans les situations d'urgence de la région, notamment en République arabe syrienne et au Yémen. Elles reposent sur l'établissement d'un lien entre prévention et traitement et sur l'association de différents secteurs à même d'avoir une incidence sur la nutrition. Ce modèle a débouché sur des partenariats utiles, qui ont été animés par des ONG nationales et internationales en collaboration avec des modules d'action groupée des Nations Unies et des ministères au Soudan. Le Bureau régional du Caire s'efforcera de reproduire ces réussites, après évaluation, en essayant de mettre au point une approche intégrant l'assistance alimentaire et la prévention de la malnutrition.
 - ii) *Programmes à dimension nutritionnelle*: dans de nombreux pays de la région où le retard de croissance et le surpoids atteignent des niveaux élevés, le bureau régional veillera à ce que la dimension nutritionnelle soit prise en compte de manière systématique dans les programmes du PAM, et se concertera avec d'autres organismes des Nations Unies, tels que l'OMS, l'UNICEF, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient. Le Bureau régional du Caire s'inspire des directives du Siège et les adapte aux contextes de développement et d'urgence de la région. L'une des priorités de ces programmes est de faire évoluer la société et les comportements par des activités de communication à dimension nutritionnelle, dont le but est de bien faire comprendre l'importance d'un régime alimentaire nutritif et d'accroître la demande d'aliments nutritifs disponibles localement. Les initiatives les plus réussies jusqu'ici, au Kirghizistan et dans l'État de Palestine, seront évaluées et analysées dans le but d'en tirer des enseignements. Les programmes à dimension nutritionnelle destinés aux réfugiés et aux populations victimes de conflits sont essentiels pour prévenir le retard de croissance et les carences en micronutriments chez les personnes déplacées. Le Bureau régional du Caire cherche à partager ces expériences dans le cadre

d'ateliers, de séminaires et de travaux de recherche opérationnelle organisés dans d'autres pays.

- iii) *Suivi, évaluation et recueil de données factuelles*: au sein de la région, il est indispensable de recueillir des données factuelles afin de déterminer les causes profondes de la malnutrition aiguë modérée et du surpoids pour éclairer tout à la fois les politiques publiques et les programmes du PAM. La collecte de données factuelles au service de l'efficacité opérationnelle est également importante. L'expérimentation des transferts de type monétaire dans le cadre de l'intervention d'urgence syrienne est prometteuse; il faudra d'autres expériences et d'autres travaux de recherche pour constituer une base de données factuelles et transposer à plus grande échelle les interventions réussies. L'utilisation des toutes dernières techniques et plateformes, telles que la collecte et l'analyse de données mobiles, permet des ajustements rapides pour améliorer l'efficacité des programmes de nutrition du PAM. Le Bureau régional du Caire tient à entreprendre une analyse destinée à combler le déficit en nutriments dans les pays à revenu intermédiaire afin de guider les politiques et les programmes publics de nutrition.
- iv) *Le double fardeau*: le surpoids et l'obésité sont des problèmes croissants dans toute la région, notamment parmi les populations de réfugiés et en milieu urbain. Il s'agit également d'un nouveau problème mondial, pour lequel les données recueillies par le Bureau régional du Caire seront des enseignements utiles. Pour exploiter les données recueillies sur la dénutrition et le surpoids dans le cadre des programmes futurs, le Bureau régional du Caire effectuera un suivi des mesures anthropométriques des enfants d'âge scolaire, en partenariat avec l'OMS. Il collaborera également avec l'UNICEF pour étudier les carences en micronutriments, souvent présentes chez les mêmes groupes vulnérables. Le PAM participera à la collecte et à l'analyse des données, aux côtés de l'OMS et d'autres organismes dont les fonctions seront définies au niveau régional. Pour s'assurer que les programmes du PAM prennent en compte le double fardeau de la malnutrition, il faut également renforcer les synergies au sein du PAM. Au Kirghizistan, le PAM a identifié les enfants d'âge scolaire pour lesquels il collectera des données anthropométriques afin d'effectuer un suivi du surpoids et de l'obésité. Le Bureau régional du Caire a l'intention de mener des initiatives similaires en Égypte et en Jordanie.
- v) *Enrichissement des aliments*: en Algérie, en Arménie, en Égypte, au Soudan et au Tadjikistan, le Bureau régional du Caire s'emploie à renforcer les capacités des gouvernements en matière d'enrichissement des aliments afin de faire baisser les taux élevés de retard de croissance et de carences en micronutriments constatés dans ces pays. Conformément à la priorité qu'il accorde aux politiques, à la réglementation et à la production d'aliments enrichis, le PAM fournira une aide financière aux gouvernements pour la fabrication de mélange vitamines/sels minéraux et la mise en place de stratégies de communication et de commercialisation. Au niveau régional et avec l'appui de la Division de la nutrition au Siège, le Bureau régional du Caire collaborera avec des organismes spécialisés, comme l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (AMAN) et Nutrition International, et des partenaires privés, tels que BASF et Royal DSM.

Acteur	Mesure	Modèle	2017	2018	2019	2020	2021
Bureau régional du Caire	Inventaire de toutes les activités de nutrition et des besoins de financement correspondants, à partir des plans stratégiques de pays	1, 2, 3, 4, 5	x		x		
Bureau régional du Caire/Siège	Intensification des activités de prévention de la malnutrition et de traitement de la malnutrition aiguë modérée	1, 2, 3	x	x	x	x	
Bureau régional du Caire	En coopération avec d'autres organismes, expérimentation de différents modèles de traitement de la malnutrition aiguë modérée dans les communautés et les centres de santé	1, 3	x	x	x		
Bureau régional du Caire	Préparation des plans d'action régionaux de communication pour l'Afrique du Nord, le Moyen-Orient et la Communauté des États indépendants	2	x	x			
Bureau régional du Caire	Organisation d'un atelier de communication afin de former des coordonnateurs dans la région	2	x		x		
Bureau régional du Caire	Mise en conformité des activités de communication axées sur la nutrition avec la politique en matière de problématique hommes-femmes	1, 2, 4, 5	x	x	x	x	
Bureau régional du Caire	Harmonisation des listes de contrôle relatives aux groupes d'âge et aux données sur la nutrition afin d'améliorer le suivi et l'évaluation et de recueillir des données factuelles	1, 3, 4	x		x		
Bureau régional du Caire/Siège	Mise au point de cadres régionaux avec l'UNICEF, l'OMS le FNUAP	1, 2, 3, 4, 5	x	x			
Bureau régional du Caire/Siège	Analyse destinée à combler le déficit en nutriments pour appuyer les politiques gouvernementales et les programmes du PAM	2, 3, 4, 5	x	x		x	
Bureau régional du Caire	Appui aux initiatives interorganisations telles que SUN et Efforts renouvelés contre la faim et la dénutrition chez les enfants (REACH)	4, 5	x	x	x	x	
Bureau régional du Caire	Formation du personnel pour intégrer la nutrition dans toutes les activités, y compris dans les programmes de repas scolaires et de protection sociale et dans ceux relatifs aux chaînes de valeur	2	x	x	x	x	
Bureau régional du Caire/Siège	Action au niveau national pour appuyer les stratégies et plans gouvernementaux en faveur de l'enrichissement des aliments, compte tenu des normes mondiales	5	x	x	x	x	
Bureau régional du Caire	Appui à l'élaboration de stratégies, plans, directives et examens stratégiques nationaux en matière de nutrition	4, 5	x	x	x	x	

Bureau régional de Dakar

22. Les progrès accomplis dans les 19 pays relevant du Bureau régional de Dakar par rapport aux objectifs nutritionnels fixés par l'Assemblée mondiale de la Santé pour 2025 demeurent insuffisants. La région que constitue l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale est la seule au monde où le nombre d'enfants souffrant de retard de croissance continue d'augmenter. La dénutrition maternelle et infantile reste un obstacle majeur au développement. En matière de nutrition, on distingue trois grands problèmes, nécessitant chacun une approche appropriée.
23. Premièrement, une partie non négligeable de la région demeure fragile et exposée aux chocs climatiques et d'origine humaine, qui ont de graves répercussions sur la nutrition des populations vulnérables. Les niveaux élevés de malnutrition que l'on observe sur fond de crise en République centrafricaine, au Mali et dans le bassin du lac Tchad compromettent la survie de millions de femmes et d'enfants, et exigent des interventions nutritionnelles d'urgence. La nutrition en situation d'urgence, et plus spécialement la prise en charge de la malnutrition aiguë, resteront donc une priorité majeure dans les années à venir.
24. Au Sahel, des crises climatiques et économiques récurrentes, l'augmentation et la fluctuation des prix des produits alimentaires et les pressions démographiques conjuguées à la faible couverture des services sociaux essentiels ont entraîné une forte dénutrition chronique chez les mères et les enfants, surtout dans les zones pastorales et pendant la période de soudure. Le PAM entend accorder une priorité accrue aux programmes à dimension nutritionnelle dans ces contextes, particulièrement au renforcement de la résilience et à la préparation aux situations d'urgence, notamment en prenant davantage en compte la nutrition dans l'assistance alimentaire.
25. Dans les pays côtiers, dont certains sont des pays à revenu intermédiaire, les carences en micronutriments et le retard de croissance demeurent de graves problèmes de santé publique. Le PAM renouvellera les efforts qu'il déploie dans le cadre d'instances multisectorielles afin d'améliorer les capacités nationales et d'aider ainsi les gouvernements à s'attaquer aux causes multidimensionnelles de la dénutrition tout en renforçant les systèmes de protection sociale.
26. Les difficultés rencontrées par le Bureau régional de Dakar diffèrent d'un pays à l'autre, mais on peut faire des parallèles entre eux et à l'échelle mondiale. Le bureau tiendra compte des directives, normes, meilleures pratiques et observations communiquées par le Siège, renforcera les capacités du personnel et augmentera le nombre de nutritionnistes recrutés sur le plan international dans ses effectifs. Dans une région comptant 19 pays, où les capacités nationales en matière de nutrition sont souvent faibles, il n'existe que deux postes de nutritionnistes recrutés sur le plan international en dehors du bureau régional.
27. Dans le contexte de la politique du PAM en matière de nutrition, cinq modèles de programmation relatifs à la nutrition ont été définis au niveau du Bureau régional de Dakar:
 - i) *Améliorer la gestion des interventions menées par le PAM face aux crises nutritionnelles:* mettre en œuvre en temps voulu et à la bonne échelle des interventions nutritionnelles de qualité fondées sur des données factuelles reste un défi dans les contextes difficiles. Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour renforcer la coordination avec l'UNICEF, afin d'assurer l'exécution d'une série d'interventions globales harmonisées et la continuité des soins nutritionnels en situation de crise. Lors de la transposition à plus grande échelle des interventions nutritionnelles d'urgence, l'accent sera mis sur l'amélioration de la couverture et de la qualité des opérations. Il faudra à cet effet mettre à profit les investissements précédents, définir des normes opérationnelles, réaliser des analyses en continu et renforcer les partenariats avec les gouvernements et d'autres acteurs.
 - ii) *Renforcer la résilience pour faire reculer durablement la dénutrition:* la politique du PAM en matière de nutrition et les politiques régionales et nationales offrent la possibilité d'accentuer les effets nutritionnels des programmes de renforcement de la résilience fondés sur l'assistance alimentaire qui ciblent les communautés rurales vulnérables. Le PAM s'emploiera à développer les programmes en faveur de la résilience et de la nutrition dans le cadre d'une approche à deux volets adaptée au contexte, avec des interventions spécifiquement axées sur la nutrition qui répondent à des besoins immédiats et des activités

à dimension nutritionnelle visant les causes sous-jacentes de la vulnérabilité. Les enseignements tirés de l'expérience seront consignés, la nutrition sera intégrée dans la planification des activités axées sur la résilience et dans les politiques de sécurité alimentaire, et le PAM renforcera la coordination et la prise en compte de la problématique hommes-femmes en collectant des données sur les opérations et en étudiant la dynamique interne des ménages.

- iii) *Élaborer des systèmes de protection sociale à dimension nutritionnelle*: la protection sociale et la nutrition sont liées – toutes deux sont nécessaires pour consolider la résilience et relier les approches suivies face aux situations d'urgence et en matière de développement. En Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, les donateurs et les gouvernements s'intéressent de plus en plus à la mise en place d'une approche intégrée de la protection sociale afin de s'attaquer aux causes multidimensionnelles de la malnutrition, en particulier dans les pays à revenu intermédiaire. Le PAM s'est engagé à se joindre à cette initiative pour laquelle plusieurs stratégies ont déjà été définies, à savoir: renforcer la participation de l'organisation à l'harmonisation des politiques; intégrer des objectifs et des indicateurs relatifs à la nutrition dans les systèmes de protection sociale liés à l'assistance alimentaire; déterminer les meilleures pratiques en matière d'alimentation scolaire à grande échelle; donner la priorité à l'autonomisation des femmes et à l'accès à la protection sociale. Les directives du Siège aideront le Bureau régional de Dakar à s'engager dans cette voie.
- iv) *Promouvoir la production locale d'aliments enrichis*: la prévalence des carences en micronutriments atteint des niveaux élevés dans toute la région, en partie du fait de l'insuffisance des capacités de production d'aliments enrichis et en partie en raison d'obstacles financiers et physiques empêchant l'accès à ces aliments nutritifs. Augmenter l'offre d'aliments locaux riches en micronutriments et les rendre plus accessibles sont des priorités tant pour les donateurs que pour les gouvernements. Dans le cadre d'un partenariat régional pluriannuel avec l'AMAN, le PAM continuera d'appuyer la transformation et la commercialisation d'aliments enrichis produits localement au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal, en partenariat avec le programme Achats au service du progrès. Ces efforts permettront de développer les capacités des petits exploitants et des unités locales de production d'aliments nutritifs conformes aux exigences de qualité et de sécurité sanitaire. Le PAM continuera en outre d'expérimenter des initiatives qui associent l'enrichissement du riz et d'autres aliments aux programmes de protection sociale tout en s'inspirant des meilleures pratiques communiquées par d'autres bureaux régionaux, comme ceux de Panama et de Bangkok.
- v) *Améliorer la gestion des connaissances et des informations sur la nutrition*: le PAM réalisera des analyses dans la région pour appuyer les gouvernements et étayer les partenariats. En coordination avec la Division de la nutrition et d'autres unités du Siège, le Bureau régional de Dakar s'efforcera en priorité de mettre en place l'outil d'analyse visant à combler le déficit en nutriments, la plateforme SCOPE de gestion des bénéficiaires et des transferts, et l'approche conjointe en matière d'évaluation de la nutrition et de la sécurité alimentaire. L'application de cette approche et l'analyse visant à combler le déficit en nutriments nécessitent de renforcer les partenariats avec l'UNICEF, la FAO et les gouvernements. Le PAM sollicitera l'avis de chercheurs et d'universitaires sur les techniques à employer pour surveiller les effets de ses programmes en matière de nutrition.

SCOPE est un système de surveillance numérique qui permet un suivi individuel des bénéficiaires. Il offre donc un potentiel considérable pour améliorer les programmes à dimension nutritionnelle dans le cadre de la protection sociale et constitue une source majeure de valeur ajoutée pour le PAM.

Acteur	Mesure	Modèle	2017	2018	2019	2020	2021
Bureau régional de Dakar/Siège	Participer à des partenariats et à des instances de coordination multipartites, multiniveaux et multisectoriels	1, 2, 3, 4, 5	x	x	x	x	x
Bureau régional de Dakar	Élaborer un projet d'accord régional permanent avec l'UNICEF pour intervenir dans les situations d'urgence	1	x	x			
Bureau régional de Dakar	Associer les gouvernements à des accords permanents d'intervention dans les situations d'urgence	1	x	x	x	x	x
Bureau régional de Dakar/Bureau régional de Nairobi/Siège	Recueillir des données factuelles sur les effets de l'intégration de la prévention et du traitement	1	x	x			
Bureau régional de Dakar	Élaborer, évaluer et diffuser des modèles d'action couplant prévention et traitement	1		x	x	x	x
Bureau régional de Dakar/autres unités du PAM	Définir des normes et des pratiques en vue d'adapter les plateformes existantes à d'autres fonctions	1	x	x	x		
Bureau régional de Dakar	Recenser les besoins d'amélioration et recueillir des données factuelles pour renforcer la résilience	2	x	x	x		
Bureau régional de Dakar/autres unités du PAM	Mener des activités de formation et d'apprentissage pour veiller à la prise en compte de la dimension nutritionnelle dans les autres programmes du PAM	2		x	x	x	x
Bureau régional de Dakar/Bureau chargé de la prise en compte de la problématique hommes-femmes	Analyser et cartographier la vulnérabilité en tenant compte de la problématique hommes-femmes et des marchés	1, 2, 3		x	x	x	x
Bureau régional de Dakar	Renforcer les connaissances relatives à la protection sociale	3	x	x	x		
Bureau régional de Dakar	Encourager les gouvernements à faire en sorte que les programmes de protection sociale prennent en compte la dimension nutritionnelle et les crises	3	x	x	x	x	x
Bureau régional de Dakar/Siège	Recueillir des données factuelles sur les programmes de protection sociale efficaces et les diffuser	3	x	x	x		
Bureau régional de Dakar	Évaluer et diffuser les enseignements tirés des projets pilotes d'enrichissement des aliments	4	x	x	x	x	x
Bureau régional de Dakar/Bureau régional de Johannesburg/Siège	Recueillir des données factuelles sur l'amélioration de l'accès aux aliments enrichis et nutritifs grâce au développement des capacités d'enrichissement dans les zones rurales	4	x	x			

Acteur	Mesure	Modèle	2017	2018	2019	2020	2021
Bureau régional de Dakar	Encourager les gouvernements à appliquer plus largement les modèles d'enrichissement des aliments	4		x	x	x	x
Bureau régional de Dakar/Siège	Mettre en place l'analyse visant à combler le déficit en nutriments	5	x	x			
Bureau régional de Dakar	Rechercher des points d'entrée et collaborer au Cadre harmonisé	5	x	x	x	x	x
Bureau régional de Dakar	Élaborer des modèles d'intégration de SCOPE dans les programmes	5	x	x			
Bureau régional de Dakar/Unité d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité	Appliquer l'approche conjointe en matière d'évaluation de la nutrition et de la sécurité alimentaire	5		x	x	x	x

Bureau régional de Johannesburg

28. L'Afrique australe doit faire face à un grave problème de retard de croissance chez les enfants, les taux étant supérieurs à 30 pour cent dans la majorité des pays et à 40 pour cent voire plus dans quelques-uns, soit des niveaux considérés comme "très élevés" par l'OMS.
29. La prévalence des carences en micronutriments est également très forte: d'après les enquêtes, 60 pour cent des enfants de moins de 5 ans souffrent d'anémie dans de nombreux pays. Les taux de malnutrition aiguë sont en revanche beaucoup plus bas, puisqu'ils ne dépassent 5 pour cent que dans 6 des 12 pays de la région. Néanmoins, on trouve des poches de malnutrition aiguë dans plusieurs pays pendant la période de soudure, notamment à Madagascar et au Zimbabwe.
30. La coexistence de la dénutrition, du surpoids et de l'obésité constitue un défi croissant en Afrique australe, où la prévalence du surpoids chez les adultes est comprise entre 4 pour cent et 20 pour cent, et supérieure à 5 pour cent dans la plupart des pays de la région. Ce "double fardeau" touche non seulement les mêmes pays, mais aussi les mêmes ménages, voire les mêmes personnes, un individu pouvant souffrir de retard de croissance pendant l'enfance et d'obésité par la suite. L'Afrique australe affiche en outre les taux d'infection par le VIH les plus élevés du monde et abrite un tiers de toutes les personnes vivant avec le virus. Cette situation est encore aggravée par la présence de la tuberculose et d'autres infections liées au VIH: le Lesotho, le Mozambique, la Namibie, l'Afrique du Sud et le Swaziland enregistrent les plus forts taux d'incidence de la tuberculose au monde.
31. Le PAM privilégie deux méthodes de mise en œuvre de la politique dans la région:
 - Appui au renforcement des capacités des pays pour tout un éventail de priorités d'action en matière de nutrition. En fonction des contextes régionaux, le PAM étend son rôle à la prestation de services et s'emploie à étoffer les moyens dont disposent les gouvernements: renforcement des capacités de prévention du retard de croissance et de la malnutrition aiguë et traitement de la malnutrition aiguë modérée et grave chez les personnes vivant avec le VIH; enrichissement des aliments pour prévenir les carences en micronutriments; et appui aux réseaux SUN, notamment le Réseau SUN du secteur privé et le Réseau SUN des Nations Unies, avec l'aide du Siège.
 - Renforcement de l'analyse: le PAM utilisera les outils existants pour aider les gouvernements à élaborer des interventions et des politiques en faveur de la nutrition qui soient adaptées et fondées sur des données factuelles. Les données générées serviront aussi à orienter les opérations du PAM dans les pays afin d'en maximiser l'impact et de combler les lacunes de la base de données factuelles au moyen d'un processus de consultation avec les partenaires qui pourront ainsi nouer entre eux des relations de travail à plus long terme.
32. Pour répondre aux besoins nutritionnels dans la région, cinq priorités sont envisagées:
 - i) *Appui aux programmes et aux politiques destinés à prévenir le retard de croissance:* une intervention multiforme est nécessaire pour faire reculer le retard de croissance. De nouvelles approches expérimentées à Madagascar et au Malawi ont déjà eu des effets positifs et permis de dégager de nombreux enseignements pour la région qui viendront compléter la base mondiale de données factuelles. Le PAM s'intéresse également à la nutrition des adolescentes dans certains pays où il travaille en partenariat avec le FNUAP dans des foyers d'hébergement pour futures parturientes et intègre des services de nutrition dans le cadre d'activités axées sur la santé maternelle et la reproduction. L'appui fourni aux gouvernements par l'intermédiaire des réseaux SUN pour élaborer des politiques et les mettre en œuvre sera renforcé conformément à la priorité que la politique en matière de nutrition accorde à la collaboration au sein de plans nationaux. L'accent sera de nouveau mis sur l'intégration, dans les programmes, d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements et sur l'amélioration de l'offre d'aliments nutritifs spécialisés aux niveaux local et régional, en mettant à profit les meilleures pratiques et les directives régionales et mondiales.

- ii) *Renforcement de l'analyse*: le PAM utilisera les outils existants tels que l'analyse du coût de la faim et l'analyse visant à combler le déficit en nutriments pour définir des stratégies nationales globales en faveur de la nutrition. Des analyses visant à combler le déficit en nutriments ont été menées à Madagascar et sont en cours ou programmées au Mozambique, en République démocratique du Congo, en République-Unie de Tanzanie et au Zimbabwe.
- iii) *Traitement des carences en micronutriments*: compte tenu des avantages comparatifs et des atouts du PAM, les points d'entrée seront l'enrichissement industriel des aliments (expérimenté au Mozambique), l'enrichissement des aliments dans les zones rurales, qui nécessite des travaux de recherche opérationnelle supplémentaires, et la communication de messages de promotion des activités locales d'enrichissement pour remédier aux carences en micronutriments. La mise au point d'aliments complémentaires nutritifs associera entre autres partenaires, les acteurs du mouvement SUN, les milieux universitaires locaux et le secteur privé.
- iv) *Traitement de la malnutrition aiguë modérée, surtout en situation d'urgence*: bien que la prévalence de la malnutrition aiguë soit généralement faible dans la région, elle peut atteindre des niveaux élevés en situation d'urgence et pendant la période de soudure. Les gouvernements, en particulier au Lesotho et à Madagascar, ont besoin d'une assistance technique pour renforcer leurs capacités d'intervention. Celle-ci consistera notamment à effectuer un suivi de la malnutrition aiguë modérée et à cartographier l'insécurité alimentaire par l'intermédiaire des systèmes de santé et des systèmes d'information sur la gestion sanitaire ainsi que dans le cadre d'activités de préparation aux situations d'urgence. Le PAM continuera d'appuyer le traitement de la malnutrition aiguë grave et modérée chez les personnes vivant avec le VIH, sachant que la région est celle qui supporte le plus lourd fardeau lié au VIH⁶.
- v) *Programmes à dimension nutritionnelle destinés aux personnes les plus vulnérables, y compris les personnes vivant avec le VIH et la tuberculose*: pour que ses programmes tiennent compte des besoins des personnes les plus vulnérables, le PAM doit: i) intégrer des indicateurs relatifs à la nutrition et au VIH dans ses analyses et sa programmation; ii) développer l'alimentation scolaire utilisant la production locale et l'alimentation enrichie; iii) diversifier la production alimentaire au moyen d'activités d'assistance alimentaire pour la création d'actifs; iv) combiner les activités de communication et les transferts de type monétaire; et v) inclure des aliments nutritifs dans les distributions générales de vivres. Il est indispensable de mettre en place des partenariats non seulement pour mieux tenir compte du VIH dans les programmes, mais aussi pour généraliser l'adoption d'approches à dimension nutritionnelle axées sur les personnes vulnérables tout au long de leur vie et pour prendre en considération la problématique hommes-femmes de manière systématique.

Coup de projecteur sur la Zambie: le projet Mumbwa vise à promouvoir l'alimentation complémentaire grâce à l'utilisation d'aliments locaux, selon une approche intégrant l'agriculture à visée nutritionnelle, l'autonomisation des femmes, l'information sur le VIH et l'alimentation scolaire utilisant des produits locaux. Un documentaire sur le projet intitulé "Adolescents' Encounters in Mumbwa District" a été diffusé dans tout le pays par la télévision publique.

⁶ L'UNICEF traite la malnutrition aiguë grave dans la plupart des contextes, mais selon un accord de longue date, c'est au PAM qu'incombe la prise en charge de ces populations.

Acteur	Mesure	Modèle	2017	2018	2019	2020	2021
Bureau régional de Johannesburg	Fournir une assistance technique pour produire des aliments nutritifs spécialisés	1	Renforcement au Mozambique	x	x	x	x
Bureau régional de Johannesburg/Division de la nutrition	Fournir des directives techniques au secteur privé pour la production d'aliments complémentaires	1	Renforcement en Zambie	x	x	x	X
Bureau régional de Johannesburg/Division de la nutrition	Fournir et distribuer des aliments nutritifs spécialisés pour prévenir le retard de croissance et traiter la malnutrition aiguë modérée	1	x	x	x	x	x
Bureau régional de Johannesburg	Aider les gouvernements à élaborer, réviser et mettre en œuvre des politiques de lutte contre le retard de croissance		x	x	x	x	x
Bureau régional de Johannesburg	Mettre en place le Réseau SUN du secteur privé dans toute la région	1	x	x	x	x	x
Bureau régional de Johannesburg	Mettre en service des modèles efficaces de communication sur la nutrition durant les 1 000 premiers jours de la vie	1	X	x	x	x	x
Bureau régional de Johannesburg	Collaborer avec le FNUAP pour venir en aide aux adolescentes et intégrer des services de nutrition dans les activités de santé maternelle et de la reproduction	1	X	x	x	x	x
Bureau régional de Johannesburg	Consigner les meilleures pratiques relatives à l'offre et à la production d'aliments nutritifs spécialisés aux niveaux local et régional	1	X	x	x	x	x
Bureau régional de Johannesburg/Division de la nutrition	Réaliser une analyse visant à combler le déficit en nutriments	2	Mozambique, République démocratique du Congo, Zimbabwe	Malawi, Swaziland, Zambie		x	
Bureau régional de Johannesburg/Division de la nutrition/Unité d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité	Réaliser une analyse du coût de la faim	2	x	x			
Bureau régional de Johannesburg	Appliquer les modèles à plus grande échelle	3			x	x	x

Acteur	Mesure	Modèle	2017	2018	2019	2020	2021
Bureau régional de Johannesburg/Bureau régional de Dakar/Division de la nutrition	Recueillir des données factuelles sur l'enrichissement des aliments dans les zones rurales	3		x	x		
Bureau régional de Johannesburg	Mettre en service des modèles efficaces d'enrichissement des aliments dans les zones rurales	3			x	x	x
Bureau régional de Johannesburg/Division de la nutrition	Adapter au niveau régional l'assistance technique destinée à assurer la continuité du traitement de la malnutrition aiguë modérée	4		x	x		
Bureau régional de Johannesburg	Déployer l'assistance technique au Lesotho et renforcer l'assistance technique au Swaziland et au Malawi	4			x	x	x
Bureau régional de Johannesburg/Analyse et cartographie de la vulnérabilité dans la région	Collaborer avec l'Unité d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité pour intégrer des indicateurs relatifs à la nutrition et au VIH dans tous les pays	5		x	x		
Bureau régional de Johannesburg	Élaborer des modèles de communication tenant compte du VIH pour les transferts de type monétaire	5		x			
Bureau régional de Johannesburg	Introduire des aliments biofortifiés dans les programmes d'alimentation scolaire et de protection sociale	5	x	x	x	x	x
Bureau régional de Johannesburg	Mener des activités de communication concernant les transferts de type monétaire et intégrer des aliments nutritifs spécialisés dans les distributions générales de vivres	5	x	x	x	x	x
Bureau régional de Johannesburg	Diversifier la production alimentaire au moyen d'activités d'assistance alimentaire pour la création d'actifs	5	x	x	x	x	x
Bureau régional de Johannesburg	Organiser des formations sur la coopération Sud-Sud à l'intention des bureaux de pays par l'intermédiaire du Réseau SUN du secteur privé	1, 3, 4	x	x			
Bureau régional de Johannesburg/Siège	Élaborer et adapter des modèles efficaces pour l'enrichissement des aliments, la communication et l'enrichissement industriel des aliments dans toute la région	1, 3	x	x	x	x	

Bureau régional de Nairobi

33. Les huit pays relevant du Bureau régional de Nairobi présentent des contextes très différents – pénuries, transition vers le redressement, pauvreté structurelle et prévention des catastrophes organisée par les gouvernements –, dont certains s'observent souvent simultanément dans un même pays. En outre, la région abrite la deuxième population de réfugiés du monde, les sécheresses et les conflits ayant entraîné de nombreux déplacements, détruit les moyens d'existence, et dans bien des cas, réduit l'accessibilité et la fourniture des services. Dans le même temps, on y trouve des gouvernements fortement mobilisés, qui s'impliquent dans les efforts déployés pour atteindre les ODD, multiplient les approches innovantes en matière de développement, soutiennent les programmes axés sur l'enrichissement des aliments au niveau national et mènent leurs propres activités de prévention du retard de croissance et de protection sociale afin de lutter contre la pauvreté structurelle.
34. Sur le plan nutritionnel, la situation se caractérise par un taux élevé de malnutrition aiguë, qui dépasse le seuil d'urgence dans de vastes régions des pays touchés par des conflits ou des sécheresses cycliques. Le retard de croissance et les carences en micronutriments sont aussi des problèmes graves dans toute la région, en particulier au Burundi, où le niveau du retard de croissance est le plus élevé d'Afrique et le deuxième de tous les pays du monde.
35. Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique en matière de nutrition, le Bureau régional de Nairobi considère les activités suivantes comme des priorités et des leviers d'action essentiels:
 - i) *Prise en charge de la malnutrition aiguë modérée*: pour renforcer les initiatives en cours, le PAM s'attachera à mieux harmoniser son action avec les politiques et plans nationaux, à améliorer le suivi, à encourager la collecte de données factuelles, à chercher des approches propres à favoriser l'évolution des relations entre les sexes et à établir des liens avec les programmes de traitement de la malnutrition aiguë grave, de prévention de la malnutrition aiguë et de filets de sécurité.
 - ii) *Prévention de toutes les formes de dénutrition*: le PAM agira avec ses partenaires dans le cadre d'une approche multisectorielle reposant sur la collaboration avec les décideurs publics et le renforcement des liens avec les communautés.
 - iii) *Renforcement des capacités au sein du PAM*: la nouvelle politique en matière de nutrition nécessitera la mise en place de capacités et leur renforcement. Il faudra établir des liens entre les bureaux de pays et les bureaux auxiliaires, approfondir les connaissances pratiques des programmes du PAM et promouvoir le bien-être du personnel pour garantir les résultats. Pour renforcer les capacités, le PAM s'inspirera des connaissances et des meilleures pratiques provenant d'autres régions.
36. Quatre modèles de programmation ont été définis en considération de ces priorités:
 - i) *Traitement de la malnutrition aiguë et prévention de la dénutrition (retard de croissance et carences en micronutriments) dans les camps de réfugiés*: les meilleures pratiques sont celles qui ont été appliquées au Rwanda, où le PAM a travaillé avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) afin de garantir la continuité des soins entre le traitement de la malnutrition aiguë modérée et celui de la malnutrition aiguë grave, et d'établir un lien efficace entre prévention et traitement, grâce aux activités de communication. Le Bureau régional de Nairobi et la Division de la nutrition collaboreront pour faire en sorte que les enseignements tirés de l'expérience et les modèles éprouvés soient diffusés à l'échelle mondiale. Pour atteindre les objectifs de la nouvelle politique, les programmes du PAM doivent devenir la norme dans tous les camps de réfugiés de la région, où le but est de relier la phase initiale d'urgence, au moment de l'arrivée des réfugiés, aux programmes de prévention à mettre en place une fois la situation stabilisée. Cette démarche suppose le renforcement de la collaboration avec le HCR et des activités de communication, ainsi que l'adoption de solutions innovantes en matière de prévention, par exemple des approches propres à faire évoluer les relations entre les sexes et des initiatives menées conjointement avec les gouvernements hôtes pour proposer un ensemble complet de services.

- ii) *Partenariats pour la nutrition dans les situations d'urgence:* la prévention et le traitement de la malnutrition aiguë au Soudan du Sud sont particulièrement difficiles en raison du caractère imprévisible de la situation et des problèmes d'accès. Le PAM, l'UNICEF et le module de la nutrition ont mis leurs efforts en commun pour créer un mécanisme d'intervention rapide. En collaboration avec les communautés locales, le PAM et ses partenaires ont pu fournir des secours rapides et efficaces, y compris pour la prévention et le traitement de la malnutrition aiguë, de façon à assurer la continuité des soins. Ces initiatives conjointes ont été complétées par des distributions générales de vivres et la fourniture de services de santé de base comme le déparasitage et la vaccination. Ces programmes ont déjà été reproduits en Éthiopie et dans le cadre de l'intervention menée pour faire face à la sécheresse dans la Corne de l'Afrique, mais le Bureau régional de Nairobi continuera d'adapter le modèle aux différents contextes de la région.
- iii) *Programmes multisectoriels de lutte contre la dénutrition:* comme la malnutrition aiguë, le retard de croissance et les carences en micronutriments sont des problèmes fréquents dans la région. Au Burundi et au Rwanda, un modèle de travail efficace comprenant des interventions complémentaires et assurant la coordination des fonctions de suivi, de planification, de prise de décisions et de contrôle a été défini pour lutter contre la dénutrition dans le cadre d'un partenariat entre des ONG, les gouvernements et quatre organismes des Nations Unies. Le PAM, la FAO, l'UNICEF et l'OMS dirigent chacun une composante; en plus de l'alimentation complémentaire, le PAM codirige avec l'UNICEF la composante relative au suivi et à l'évaluation. Un financement pluriannuel a été obtenu, ce qui a permis de dégager des gains d'efficacité et de planifier à long terme. Pour étendre les activités multisectorielles du PAM en matière de prévention du retard de croissance dans toute la région, le Bureau régional de Nairobi continuera de rechercher des possibilités de partenariat, notamment au moyen d'investissements dans la coordination du mouvement SUN et le renforcement des capacités des contreparties gouvernementales. Comme pour d'autres types de programmes, le Bureau régional de Nairobi s'inspirera des meilleures pratiques mondiales et y contribuera.
- iv) *Renforcement des capacités des gouvernements:* les gouvernements sont des partenaires clés dans toute la région, et la politique en matière de nutrition marque la volonté du PAM de s'adapter aux plans nationaux. Au Kenya, les capacités techniques ont été renforcées dans les domaines de la gestion des données relatives à la nutrition, des évaluations et de l'élaboration des politiques. Ces améliorations ont été facilitées par la coopération Sud-Sud, à l'occasion d'une visite de haut niveau au Centre d'excellence pour la lutte contre la faim. Le PAM a renforcé son rôle et noué des relations de travail solides avec les gouvernements en contribuant à l'élaboration des plans nationaux de nutrition, de directives relatives à l'enrichissement des aliments, à la prise en compte de la nutrition dans les repas scolaires et à l'intégration du VIH dans la prise en charge de la malnutrition aiguë. L'outil d'analyse visant à combler le déficit en nutriments a contribué à faire du PAM un partenaire efficace. Il lui a permis de se concentrer sur la prévention, la prise en charge de la malnutrition aiguë et l'intégration de programmes à dimension nutritionnelle. Les analyses visant à combler le déficit en nutriments renforcent également les capacités dont disposent les pays pour s'attaquer à la malnutrition. Le Bureau régional de Nairobi a l'intention de consacrer des ressources, de la main-d'œuvre et du temps à ce renforcement au Burundi, à Djibouti, en Éthiopie, en Ouganda, au Rwanda, en Somalie et au Soudan du Sud.

Centre d'excellence: le Bureau régional de Nairobi collabore avec la Division de la nutrition afin d'appuyer le Centre d'excellence pour la lutte contre la faim au Brésil, qui aide les gouvernements partout dans le monde à mettre en place des programmes de repas scolaires associés à l'agriculture.

Acteur	Mesure	Modèle	2017	2018	2019	2020	2021
Bureau régional de Nairobi/Bureau régional de Dakar/Siège	Recueillir des données factuelles sur le lien entre prévention et traitement	1, 2, 3	x	x			
Bureau régional de Nairobi	Améliorer les modèles de collaboration avec les communautés	1	Burundi, Kenya et Rwanda	Mise en place	Évaluation		
Bureau régional de Nairobi	Élaborer une stratégie régionale de communication visant à faire évoluer la société et les comportements	1	x	Atelier de mise en place			
Bureau régional de Nairobi	Améliorer le suivi au moyen de listes de contrôle et de circuits de rétro-information	1	x	x	x	x	x
Bureau régional de Nairobi/Siège	Mettre au point des formations sur la nutrition des réfugiés à l'intention du personnel	1	x				
Bureau régional de Nairobi	Renforcer les activités relatives à la problématique hommes-femmes pour encourager la participation des hommes à l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants	1, 2, 3, 4	Rwanda et Djibouti				
Bureau régional de Nairobi	Assurer un appui technique, des déploiements et la coordination au Soudan du Sud						
Bureau régional de Nairobi	Travailler en partenariat avec l'UNICEF (comité directeur) et le module mondial de la nutrition afin d'élaborer des directives et un cadre communs pour le Soudan du Sud						
Bureau régional de Nairobi/Siège	Participer au comité directeur de l'UNICEF et à l'élaboration du cadre commun	2	Cadre	Mise en place et adaptation au niveau des bureaux de pays	Mises à jour		
Bureau régional de Nairobi	Préparer une enveloppe minimale de services pour une intervention nutritionnelle d'urgence conjointe	2	Éthiopie, Kenya, Somalie et Soudan du Sud				

Acteur	Mesure	Modèle	2017	2018	2019	2020	2021
Bureau régional de Nairobi	Codiriger le module de la nutrition grâce à la coordination et au détachement de personnel	2	x	x	x		
Bureau régional de Nairobi/Siège	Réaliser une analyse visant à combler le déficit en nutriments	3	Djibouti, Rwanda et Ouganda	Éthiopie et Kenya	x	x	x
Bureau régional de Nairobi	Consacrer du temps et affecter du personnel au mouvement SUN et encourager la codirection	3	Priorité plus 7	x	x		
Bureau régional de Nairobi	Former des contreparties gouvernementales à la prévention et à la complémentarité des services	3	x	x	x	x	x
Bureau régional de Nairobi	Intégrer la dimension nutritionnelle dans les programmes axés sur les repas scolaires, la protection sociale et les chaînes de valeur	3	x	x	x	x	x
Bureau régional de Nairobi/Siège	Améliorer la demande d'aliments sains grâce à la communication et à l'enrichissement des aliments	3	Rwanda	x	Éthiopie	x	
Bureau régional de Nairobi	Élaborer un plan de renforcement des capacités pour les contreparties gouvernementales décentralisées	4	x	x	x	x	x
Bureau régional de Nairobi	Affecter du personnel à l'élaboration de plans nationaux de nutrition et de directives, et aux examens stratégiques de la nutrition	4	Les 8 pays	x	x	x	x
Bureau régional de Nairobi/Centre d'excellence	Encourager la coopération Sud-Sud et les visites au Centre d'excellence pour la lutte contre la faim	4	Djibouti, Ouganda et Soudan du Sud		x		

Bureau régional de Panama

37. La région Amérique latine et Caraïbes est la seule à avoir atteint la cible de l'objectif du Millénaire pour le développement qui prévoyait de réduire de moitié la proportion de personnes souffrant de la faim entre 1990 et 2015. Au cours de cette période, la proportion d'enfants souffrant d'un retard de croissance a aussi été divisée par deux, passant de 24,5 pour cent à 11,5 pour cent. Ces progrès peuvent être attribués aux investissements publics massifs qui ont été réalisés dans la lutte contre la pauvreté et la promotion de la santé, soutenus par une solide croissance économique. Cela étant, il persiste de nettes différences à l'intérieur des pays et entre eux, et le retard de croissance demeure une priorité d'action dans plusieurs pays, en particulier en Amérique centrale. Le Guatemala affiche le quatrième taux de retard de croissance le plus élevé au monde. Les inégalités, notamment celles frappant les communautés autochtones et les femmes, sont extrêmement fortes. La lutte contre les inégalités entre les sexes est une priorité: le taux de rétention scolaire des filles est faible et les grossesses précoces, souvent liées à des violences ou à l'exploitation sexuelle, concernent 12 pour cent des adolescentes.
38. Ces problèmes, auxquels s'ajoutent la migration économique et le manque d'accès à une nourriture saine, suffisante et nutritive, sont des facteurs de risques majeurs d'insécurité alimentaire et de malnutrition. Bien qu'il y ait encore des réfugiés en Colombie et en Équateur, les conflits régionaux sont en recul. La région est toutefois particulièrement exposée aux catastrophes naturelles et aux phénomènes climatiques susceptibles de provoquer des flambées de malnutrition aiguë dans les communautés les plus vulnérables, freinant ainsi les progrès vers l'éradication de la malnutrition.
39. À l'exception d'Haïti, tous les pays sont classés dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire et la région affiche le taux d'urbanisation le plus élevé de toutes les régions où le PAM intervient. Du fait de l'évolution rapide des modes de vie, les populations connaissent une situation de transition nutritionnelle dans laquelle les communautés et les individus pauvres et marginalisés supportent le double fardeau de la malnutrition. La prévention de l'obésité est une préoccupation croissante pour de nombreux gouvernements, et pose des défis sans précédent sur le plan des politiques et des programmes.
40. Le rôle du PAM au Bureau régional de Panama est passé de l'aide directe à la transmission de compétences techniques et au renforcement des capacités des gouvernements et des communautés marginalisées. Cette région sert de terrain d'expérimentation des approches innovantes que le PAM peut adopter pour intervenir dans des pays à revenu intermédiaire, ce qui lui sera très utile à l'avenir.
41. Le plan régional d'action nutritionnelle répond aux priorités suivantes:
 - i) Les systèmes de protection sociale et les filets de sécurité établis par les gouvernements font une place de plus en plus large à la lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes en tenant compte de la problématique hommes-femmes.
 - ii) La nutrition est intégrée dans les plans nationaux de préparation aux situations d'urgence dans toute la région.
 - iii) Des études, des approches et des outils innovants sont élaborés, testés, évalués et documentés pour améliorer les systèmes et les programmes publics, en particulier pour s'attaquer au double fardeau de la malnutrition.
42. Pour parvenir à ces objectifs, le Bureau régional de Panama fera porter ses efforts dans quatre directions:
 - i) *Mise en place de partenariats et d'alliances efficaces*: de par la nature des activités du PAM et la taille de certains bureaux de pays, il est difficile de conserver en permanence l'éventail des compétences nécessaires pour renforcer les capacités des gouvernements et d'autres parties prenantes et élaborer de nouvelles approches. Les partenariats sont indispensables pour étoffer le savoir-faire du PAM dans le cadre d'approches globales et coordonnées, et pour faire le meilleur usage possible des ressources. On trouvera

ci-dessous quelques exemples des nombreux partenariats mis en place par le PAM dans la région:

- *Coopération Sud-Sud*: le Bureau régional de Panama a passé des accords avec les gouvernements argentin, chilien et mexicain afin de leur fournir un appui technique et de renforcer leurs capacités en vue de réduire l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Le PAM soutient également la coopération Sud-Sud par l'intermédiaire du Centre d'excellence pour la lutte contre la faim, qui se trouve au Brésil. En outre, il invite les gouvernements possédant des compétences techniques spécifiques, comme celles du Costa Rica dans le domaine de l'enrichissement du riz, à les partager avec les autres pays.
 - *Société civile*: un partenariat avec la Société latino-américaine pour la nutrition sera établi pour renforcer les capacités des bureaux de pays tout en mettant à profit la contribution du PAM à l'émergence de jeunes talents dans le domaine de la nutrition. Au niveau local, la collaboration accrue avec les associations d'agriculteurs, surtout celles dirigées par des femmes, sera essentielle: i) pour prendre davantage en compte la nutrition dans les systèmes alimentaires; ii) pour favoriser le partage des responsabilités dans le domaine de la sensibilisation à la nutrition au sein des communautés et des ménages; et iii) pour associer la production locale d'aliments nutritifs aux systèmes de protection sociale et aux filets de sécurité, en suivant une approche conforme à la politique en matière de problématique hommes-femmes (2015-2020).
 - *Milieus universitaires*: en application de sa stratégie en matière de recherche opérationnelle, le PAM collaborera avec des instituts de recherche, tels que l'Institut de santé publique du Mexique, et le secteur privé pour développer les modèles utilisés avec succès dans la région.
- ii) *Activités de sensibilisation*: les politiques, stratégies et plans nationaux sont les principaux points d'entrée pour l'action du PAM. Le PAM militera pour qu'il soit tenu compte des effets directs relatifs à la nutrition dans les plans de développement et pour intégrer la dimension nutritionnelle de façon transversale dans les stratégies relatives à la réduction de la pauvreté, à la santé, à l'agriculture et à la gestion des catastrophes, avec l'appui financier des budgets nationaux. En s'appuyant sur ses partenariats, il facilitera la coordination multisectorielle et le respect de l'obligation redditionnelle, notamment: i) en s'employant à mieux faire connaître la vision et le plan d'action SUN; ii) en œuvrant en faveur de l'intégration de la prévention du surpoids et de l'obésité dans les plans, stratégies et programmes nationaux; et iii) en suivant de nouvelles approches fondées sur des données factuelles dans les domaines de l'enrichissement des aliments et des systèmes de protection sociale propres à favoriser la nutrition et l'évolution des relations entre les sexes.
- iii) *Renforcement des capacités et assistance technique*: le Bureau régional de Panama cherche à répondre aux demandes d'assistance technique et de renforcement des capacités des gouvernements qui mettent en place des plans nationaux. Compte tenu de la taille des bureaux de pays et de l'éventail des compétences techniques requises, le Bureau régional de Panama renforcera ses capacités internes dans le domaine de la communication et de l'enrichissement des aliments, et il facilitera l'échange de connaissances techniques dans le cadre des partenariats conclus avec la Société latino-américaine pour la nutrition, l'Institut de santé publique du Mexique, la société Royal DSM et l'Institut de nutrition de l'Amérique centrale et du Panama, ainsi que par l'intermédiaire de la base de connaissances mondiale de la Division de la nutrition.

Un autre objectif sera d'intégrer la nutrition dans les programmes de protection sociale, par exemple par le biais de l'alimentation scolaire. Enfin, le PAM appuiera le renforcement de la résilience et la préparation aux situations d'urgence au travers de formations à la planification communautaire participative prenant en compte la dimension nutritionnelle dans le cadre de l'approche à trois niveaux.

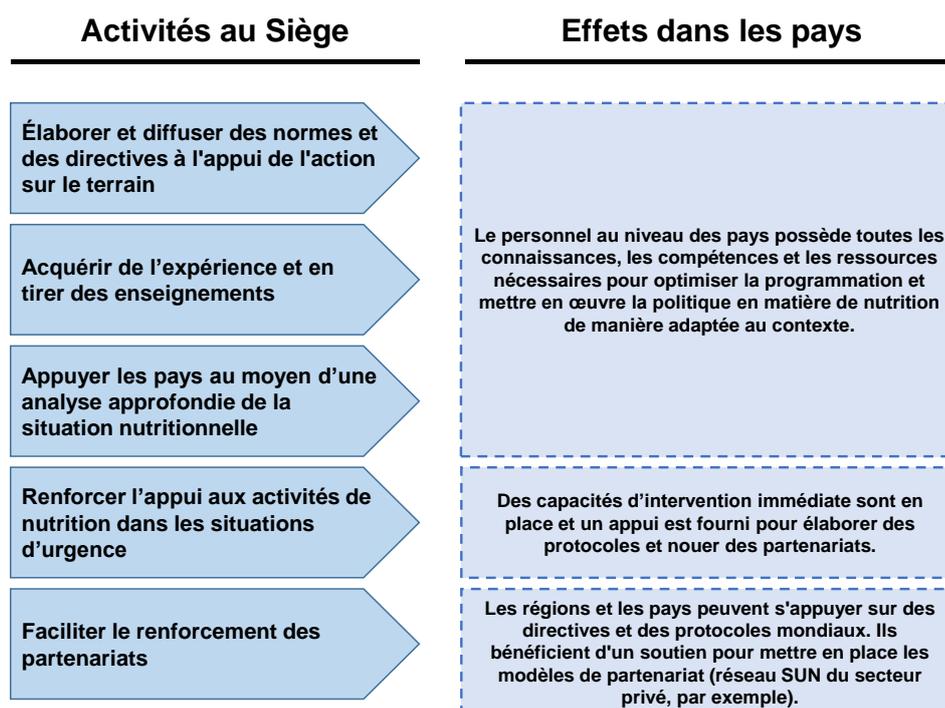
- iv) *Innovation et production de données factuelles*: le Bureau régional de Panama montre actuellement comment le PAM peut intervenir dans les pays à revenu intermédiaire où les politiques et les programmes sont dirigés et financés par des acteurs nationaux. Les modèles élaborés dans cette région pourront être reproduits dans d'autres régions au cours des années à venir. À divers égards, le Bureau régional de Panama est donc une sorte de laboratoire où se préparent les programmes nutritionnels de qualité qui seront appliqués demain dans d'autres régions.
43. En prenant pour modèle la méthode d'analyse du coût de la faim, qui a été appliquée avec succès dans plus de 20 pays des Amériques et d'Afrique, le Bureau régional de Panama prévoit de combler les lacunes des données factuelles dans les domaines suivants: outils de mesure et éléments de compréhension de la malnutrition en milieu urbain; répercussions du double fardeau de la malnutrition et modèles de prévention; et efficacité des interventions visant les groupes vulnérables. En plus des populations urbaines et des adolescentes, il s'intéressera aux personnes âgées compte tenu du rôle important qu'elles jouent en tant qu'aidants familiaux.

Acteur	Mesure	Modèle	2017	2018	2019	2020	2021
Bureau régional de Panama	Déterminer les besoins et les ressources du PAM (fonds, personnel détaché, compétences spécialisées)	1	x				
Bureau régional de Panama	Rechercher de nouveaux partenaires dans les milieux universitaires, la société civile et le secteur privé, et déterminer les possibilités de collaboration	1		x			
Bureau régional de Panama	Nouer des alliances pour donner plus de poids aux priorités régionales et renforcer les capacités internes du PAM	1			x	x	x
Bureau régional de Panama	Déterminer les priorités nutritionnelles des gouvernements et rechercher ensemble le soutien que le PAM peut apporter	2	x	x			
Bureau régional de Panama	Collaborer à l'élaboration des politiques en matière de nutrition	2			x	x	x
Bureau régional de Panama/Siège	Contribuer à la mise en place de réseaux SUN efficaces, en s'inspirant de l'expérience acquise à l'échelle mondiale	2	x	x			
Bureau régional de Panama/Siège	Évaluer et diffuser les enseignements tirés des collaborations SUN réussies	2			x	x	x
Bureau régional de Panama/Unité d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité/Bureau chargé de la prise en compte de la problématique hommes-femmes	Adapter les directives mondiales dans des domaines importants pour la région, tels que la préparation aux situations d'urgence, l'enrichissement des aliments et l'alimentation scolaire	3		x			
Bureau régional de Panama	Mettre au point des modèles de renforcement des capacités et les évaluer	3		x	x		
Bureau régional de Panama	Mettre en place les modèles efficaces dans toute la région	3				x	x
Bureau régional de Panama/Unité d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité	Mettre en place un mécanisme de financement et d'administration pour sélectionner et mener des projets pilotes innovants	4		x			

Acteur	Mesure	Modèle	2017	2018	2019	2020	2021
Bureau régional de Panama/Siège	Évaluer et diffuser les enseignements tirés des projets pilotes	4			x		
Bureau régional de Panama	Le cas échéant, faciliter la transposition des activités à plus grande échelle	4	x				
Bureau régional de Panama	Sélectionner et faire réaliser des activités de collecte de données factuelles	4	x	x			
Bureau régional de Panama	Évaluer et diffuser les connaissances et les données factuelles	4		x	x	x	

Plan mondial pour la nutrition

44. La Division de la nutrition travaillera avec d'autres unités du PAM et avec ses partenaires mondiaux en vue de mettre à la disposition des bureaux régionaux le matériel, les capacités et l'aide dont ils ont besoin pour appuyer les bureaux de pays.
45. La planification à l'échelle régionale continuera de faciliter l'utilisation efficace des ressources dans les régions et l'adaptation indispensable des directives au contexte. Les questions de nutrition, les contraintes environnementales et les besoins de capacités ne sont pas partout les mêmes, mais il est possible de tirer parti d'économies d'échelle en traitant en priorité les problèmes mondiaux. C'est ainsi que la Division de la nutrition peut faciliter les efforts déployés par les bureaux régionaux, avec les gouvernements et d'autres parties prenantes, en vue d'améliorer la nutrition.
46. Pour répondre aux priorités et aux besoins exposés dans les plans d'action régionaux, la Division de la nutrition élaborera et appliquera des stratégies mondiales harmonisées qui aideront les bureaux régionaux et les bureaux de pays à mettre en œuvre ensemble la politique en matière de nutrition. Les objectifs visés sont les suivants: i) mettre l'accent sur les programmes de nutrition propres à faire évoluer les relations entre les sexes; ii) faire une plus large place à la nutrition dans le cadre des interventions d'urgence et des activités de préparation; iii) programmer la prise en charge de la malnutrition aiguë au moyen d'approches appropriées; iv) appuyer la généralisation des approches à dimension nutritionnelle; v) améliorer l'analyse contextuelle de la nutrition; vi) instaurer une culture de l'apprentissage et de la gestion des connaissances; et vii) renforcer les partenariats pour aider les gouvernements à réaliser l'ODD 2.
47. Toutes les activités de la Division de la nutrition ont pour but de donner aux régions et aux pays les moyens de mettre en œuvre la politique en matière de nutrition. La division s'attachera à faciliter la recherche opérationnelle, la diffusion des résultats obtenus et des meilleures pratiques ainsi que la mise en place de partenariats et de protocoles mondiaux susceptibles de soutenir l'action au niveau des pays. Parmi ses autres priorités figurent la constitution d'un fichier pour les activités de nutrition en situation d'urgence et le renforcement de l'analyse visant à combler le déficit en nutriments, en fonction des besoins des bureaux de pays et à leur demande. Pour appuyer les bureaux régionaux et les bureaux de pays, la Division de la nutrition a défini cinq grands axes de travail, comme indiqué ci-après.



48. *Élaborer et diffuser des normes et des directives à l'appui de l'action sur le terrain:* l'aptitude du PAM à adapter rapidement ses opérations pour répondre aux besoins les plus pressants est la marque de fabrique de l'organisation. Cette capacité de mettre en œuvre des programmes nutritionnels de qualité et de fournir une assistance technique ciblée doit être adaptée à chaque contexte tout en respectant les normes mondiales. La Division de la nutrition actualisera les protocoles mondiaux et renforcera les capacités régionales de manière à respecter ces normes dans l'intérêt du PAM et de ses partenaires.

Compte tenu des exigences mondiales et régionales définies dans le Plan d'action pour la nutrition, la division renforcera ses directives et fournira un appui technique en vue d'améliorer la conception de stratégies à dimension nutritionnelle et leur articulation avec les plans stratégiques de pays et les plans stratégiques de pays provisoires. Elle travaillera avec les bureaux régionaux du Caire et de Bangkok pour évaluer et documenter l'intégration d'activités de communication dans les programmes, et elle recueillera également des informations sur les efforts déployés avec succès par les bureaux régionaux de Panama et de Dakar en vue d'aider les gouvernements à prendre en compte la dimension nutritionnelle dans leurs programmes de protection sociale. Elle coordonnera en outre les activités réalisées au Siège par le groupe de travail pour la sensibilisation à la nutrition, lesquelles visent à faire en sorte que le PAM adopte une perspective nutritionnelle dans sa programmation. Des directives supplémentaires seront consacrées à la nutrition dans les situations d'urgence, en particulier pour garantir un appui nutritionnel rapide lors des interventions conduites pour faire face aux quatre famines. Des directives seront également élaborées sur l'intégration de la problématique hommes-femmes dans les interventions nutritionnelles, y compris dans la politique en matière de protection, afin d'associer bonne nutrition et évolution des relations entre les sexes.

49. *Acquérir de l'expérience et en tirer des enseignements:* en s'appuyant sur les activités menées pour renforcer les programmes de nutrition et apporter la preuve de leurs effets, la Division de la nutrition continuera de recueillir, traiter, stocker et diffuser des connaissances sur les approches efficaces et les facteurs propices à l'amélioration de la nutrition dans différents contextes et dans divers domaines transversaux comme la problématique hommes-femmes et les partenariats. À l'échelle mondiale, le Siège s'attachera à renforcer la prise de conscience des enjeux de la nutrition, facilitera l'échange de connaissances, améliorera la communication et encouragera la mise en commun des expériences. Pour cela, il collaborera: i) avec le bureau régional de Panama afin de diffuser les enseignements tirés des partenariats noués avec le secteur privé pour augmenter l'offre d'aliments spécialisés dans le cadre des transferts de type monétaire; ii) avec le bureau régional de Johannesburg sur les meilleures pratiques en matière de prévention du retard de croissance; iii) avec les bureaux régionaux de Bangkok et de Nairobi sur l'amélioration des modèles de prise en charge de la malnutrition aiguë; et iv) avec toutes les régions sur les normes à respecter en matière de nutrition d'urgence et de préparation dans différents contextes.
50. La Division de la nutrition contribuera à alimenter la base mondiale de données factuelles sur la conception d'interventions spécifiquement axées sur la nutrition ou à dimension nutritionnelle en appuyant les projets pilotes régionaux et en faisant réaliser des travaux de recherche opérationnelle. Elle entretiendra en outre des relations suivies avec les milieux universitaires et le secteur privé afin de déterminer les études à mener et les classer par ordre de priorité conformément à la stratégie de recherche opérationnelle.
51. *Appuyer les pays au moyen d'une analyse approfondie de la situation nutritionnelle:* la Division de la nutrition s'attachera à promouvoir l'utilisation de l'outil d'analyse visant à combler le déficit en nutriments et d'autres instruments afin d'aider les gouvernements et les parties prenantes à élaborer des stratégies et des politiques multisectorielles axées sur la réduction de ce déficit chez les groupes vulnérables. La division a l'intention de poursuivre l'analyse destinée à combler le déficit en nutriments pendant la mise en œuvre de la politique de nutrition, afin d'appuyer l'utilisation de cet outil dans l'ensemble du PAM et parmi les partenaires. Elle s'appuiera sur les partenariats solides qu'elle a noués avec le mouvement SUN, le Réseau des Nations Unies pour le mouvement SUN et l'initiative REACH dans le but d'accroître la demande d'analyses et le soutien apporté à leur réalisation.

52. Dans le même temps, la division développera les capacités régionales requises pour analyser les déficits en nutriments en collaboration avec des instituts de recherche locaux de manière à encourager le transfert de compétences, approfondir les analyses et faciliter l'appui technique fourni aux pays. Elle élabore actuellement des indicateurs relatifs aux programmes à dimension nutritionnelle qui sont rattachés au Cadre de résultats institutionnels, et travaille avec l'Unité d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité pour recueillir des données sur la diversité alimentaire par l'intermédiaire d'applications mobiles. Ces activités permettront aux bureaux régionaux et aux bureaux de pays de fournir les meilleurs outils possibles pour l'analyse et l'évaluation de la situation nutritionnelle.
53. *Renforcer l'appui aux activités de nutrition dans les situations d'urgence:* s'assurer que les besoins en nutriments sont satisfaits dans les situations d'urgence demeure une priorité majeure à l'échelle mondiale pour la Division de la nutrition. Le modèle qu'elle adopter reconnaît qu'il est nécessaire de prévoir du personnel régulier au sein d'une petite unité d'intervention rapide et d'étoffer parallèlement le fichier pour les activités de nutrition en situation d'urgence. Les mesures préconisées consisteront notamment à générer des données factuelles à partir des enseignements tirés de différentes interventions d'urgence, en coordination avec les bureaux régionaux. En s'attachant à rendre compte des situations d'urgence à évolution lente avec le bureau régional de Johannesburg, par exemple, la division peut apporter des éléments de compréhension susceptibles d'être exploités dans les stratégies mondiales de préparation. Les partenariats étant essentiels, la division collaborera avec le module mondial de la nutrition et d'autres instances pour fournir des directives aux gouvernements et aux partenaires de structures interorganisations.
54. *Faciliter le renforcement des partenariats:* les partenariats sont un pilier de l'engagement du PAM en faveur de la nutrition. À l'échelle mondiale, la Division de la nutrition travaille dans le cadre de plusieurs instances multipartites et continuera d'approfondir ces relations. Elle mettra à profit l'expérience et les avantages comparatifs du PAM pour contribuer activement à la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition et à la réalisation de l'ODD 2. Conformément aux priorités définies dans chaque région, elle continuera de participer au Réseau des Nations Unies pour le mouvement SUN, hébergé par le PAM, et de collaborer avec l'AMAN en sa qualité de coprésident du Réseau SUN du secteur privé. Dans le cadre de ces partenariats, la division soutiendra la collaboration des autorités nationales avec le secteur privé pour lutter contre la malnutrition, en insistant notamment sur l'enrichissement des aliments, la prévention du surpoids et de l'obésité et la diffusion d'exemples de réussites. En plus de l'examen des partenariats détaillé dans la politique en matière de nutrition, la division continuera de travailler directement avec l'UNICEF au niveau mondial pour améliorer les interventions conjointes. Elle collaborera aussi avec les autres organismes ayant leur siège à Rome et avec des partenaires mondiaux en qualité de membre actif du Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies et avec le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), car l'intérêt pour les approches à dimension nutritionnelle va croissant.

Acteur	Mesures	2017	2018	2019	2020	2021
Élaborer et diffuser des normes et des directives à l'appui de l'action sur le terrain						
Division de la nutrition/Unité d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité	Mettre en place des approches et des outils participatifs pour l'analyse et le suivi de la problématique hommes-femmes	X	X			
Division de la nutrition	Mettre à jour et diffuser des directives et des outils concernant la nutrition dans les situations d'urgence	X	X	X	X	X
Division de la nutrition/Division des politiques et des programmes	Élaborer de nouvelles directives et fournir un appui technique pour renforcer la conception et la présentation de stratégies à dimension nutritionnelle	X	X			
Division de la nutrition	Mettre à jour les directives spécifiquement axées sur la nutrition pour les régions se préparant aux "quatre famines"	X				
Bureau de conseil pour les questions de nutrition	Élaborer et diffuser des approches de communication visant à faire évoluer la société et les comportements en tenant compte de la dimension nutritionnelle et de la problématique hommes-femmes	X	X	X	X	X
Acquérir de l'expérience et en tirer des enseignements						
Acteurs	Mesures	2017	2018	2019	2020	2021
Division de la nutrition/partenaires universitaires/bureaux régionaux	Élaborer une stratégie de recherche, en classant les besoins par ordre de priorité	X	X			
Division de la nutrition/partenaires universitaires/bureaux régionaux	Établir des relations stratégiques pour la recherche en fonction des complémentarités entre les priorités du PAM et celles des partenaires	X				
Division de la nutrition/partenaires universitaires	Passer des accords permanents avec des instituts universitaires pour officialiser les échanges		X			
Division de la nutrition/partenaires/bureaux régionaux	Élaborer et mettre en œuvre des projets pilotes et les évaluer pour en tirer des enseignements	X	X	X	X	X
Division de la nutrition	Lancer le centre d'apprentissage sur la nutrition et la chaîne de la nutrition	X	X			
Division de la nutrition	Prendre en compte de manière systématique la problématique hommes-femmes au sein de la Division de la nutrition	X	X	X	X	X

Acteur	Mesures	2017	2018	2019	2020	2021
Appuyer les pays au moyen d'une analyse approfondie de la situation nutritionnelle						
Division de la nutrition	Continuer de perfectionner la méthode suivie pour l'analyse visant à combler le déficit en nutriments	X	X			
Division de la nutrition	Renforcer les partenariats avec l'UNICEF, Save the Children, l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires et d'autres		X	X		
Division de la nutrition	Évaluer les retombées de l'analyse visant à combler le déficit en nutriments (la façon dont les résultats sont exploités, par exemple)		X	X		
Division de la nutrition	Choisir un modèle à développer		X			
Division de la nutrition/bureaux régionaux	Renforcer les capacités des bureaux régionaux en matière d'analyse		X	X		
Division de la nutrition/Bureau chargé de la prise en compte de la problématique hommes-femmes	Renforcer la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans les analyses	X	X	X	X	X
Renforcer l'appui aux activités de nutrition dans les situations d'urgence						
Division de la nutrition	Mettre sur pied une équipe complète d'intervention rapide en situation d'urgence	X	X	X	X	X
Division de la nutrition	Établir et tenir à jour un fichier pour les interventions d'urgence	X	X	X	X	X
Division de la nutrition/bureaux régionaux	Collaborer avec les bureaux régionaux pour exposer les enseignements tirés de l'expérience	X	X	X	X	X
Division de la nutrition	Agir par l'intermédiaire des mécanismes en place au niveau mondial pour influencer sur les protocoles de nutrition dans les situations d'urgence	X	X	X	X	X

Acteur	Mesures	2017	2018	2019	2020	2021
Faciliter le renforcement des partenariats						
Division de la nutrition/partenaires	Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition	X	X	X	X	X
Division de la nutrition/partenaires	Fournir des conseils techniques et participer aux instances multipartites, telles que le Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies, le CSA et le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida	X	X	X	X	X
Division de la nutrition/bureaux régionaux/UNICEF	Examiner et renforcer le partenariat avec l'UNICEF	X	X			
Division de la nutrition/AMAN	Coprésider le Réseau SUN du secteur privé	X	X	X	X	X

Chiffrage

55. Le Secrétariat affinera et communiquera le chiffrage de la mise en œuvre sous réserve que les États membres acceptent les orientations définies dans le Plan d'action pour la nutrition. Ce chiffrage tiendra compte des coûts supplémentaires liés au renforcement des capacités, aux besoins de directives et aux projets pilotes nécessaires pour mettre en œuvre le Plan d'action, et non des coûts opérationnels actuellement associés à l'exécution des programmes de nutrition que mène le PAM dans le monde. Le chiffrage détaillé, ventilé par région, sera présenté pour approbation à une session ultérieure du Conseil d'administration.

Liste des sigles utilisés dans le présent document

AMAN	Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition
CSA	Comité de la sécurité alimentaire mondiale
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
JANFSA	approche conjointe en matière d'évaluation de la nutrition et de la sécurité alimentaire
ODD	objectif de développement durable
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	organisation non gouvernementale
SUN	mouvement Renforcer la nutrition
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance